



HAL
open science

L'université produit-elle des féministes libertaires ? Imbrications et tensions entre socialisations universitaire et militante

Emeline Fourment

► **To cite this version:**

Emeline Fourment. L'université produit-elle des féministes libertaires? Imbrications et tensions entre socialisations universitaire et militante. *Revue Française de Science Politique*, 2022, Ce que l'international fait à l'économie (et réciproquement). Pour une sociologie des politiques économiques internationales, 72, pp.127-147. 10.3917/rfsp.716.0127 . halshs-03777911

HAL Id: halshs-03777911

<https://shs.hal.science/halshs-03777911v1>

Submitted on 15 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'université produit-elle des féministes libertaires ? Imbrications et tensions entre socialisations universitaire et militante

Emeline Fourment, Univ Rouen Normandie, CUREJ, UR 4703, F-76000 Rouen France

Article publié dans la RFSP, Vol. 72 N° 1-2, 2022

Les rapports entre les universités et les mouvements sociaux sont un sujet récurrent du débat public des pays occidentaux depuis que les étudiants sont apparus comme des acteurs centraux du changement social dans les années 1960. Il en résulte au moins deux types de position qui recourent largement le clivage gauche/droite : les uns voient dans les universités des espaces de formation à l'esprit critique, les autres les dénoncent comme des lieux de formatage de la pensée¹. Mais au-delà de ce différend, tous accordent un rôle prépondérant à l'université pour la politisation des étudiants et, à travers elle, pour la vie politique nationale. Croisant les travaux sur la socialisation politique des étudiants et la sociologie des mouvements sociaux, cet article interroge l'évidence de ce consensus dans une perspective sociologique. Pour ce faire, il étudie les féministes libertaires de Berlin et Montréal, c'est-à-dire des féministes anti-État, anticapitalistes et opposées à toute forme de hiérarchies. Ces militantes ont ceci d'intéressant qu'elles sont à la fois hostiles à l'institution universitaire du fait de leurs convictions libertaires, mais aussi surdiplômées par rapport à la population générale de leur pays respectifs : la grande majorité des féministes libertaires berlinoises et montréalaises font ou ont fait des études longues les menant jusqu'au master, voire au doctorat. Cette position paradoxale permet d'analyser en détail les modalités selon lesquelles les socialisations universitaires et militantes peuvent s'emboîter de manière tantôt harmonieuse, tantôt conflictuelle. Après un retour sur la littérature existante sur la socialisation universitaire et la sociologie des mouvements étudiants, je m'intéresserai d'abord à la façon dont les socialisations universitaire et militante s'imbriquent dans les

¹ Pour les États-Unis voir : Fassin (É.), « La chaire et le canon. Les intellectuels, la politique et l'Université aux États-Unis », *Annales*, 48 (2), 1993 ; Ridley (S.), « Le retournement de la liberté d'expression sur le campus de Berkeley : du Free Speech Movement à l'alt-right », *Communications*, n° 106 (1), 2020. Ces débats états-uniens trouvent leur déclinaisons en France (que l'on pense au débat actuel sur les études sur la race ou au débat sur les études de genre des années 2010), en Allemagne (voir notamment : McCarthy (M.), « Bite Marks: Wounded Feminists and a Politics of Vulnerability », *German Studies Review*, 44 (1), 2021.), ou au Québec (voir notamment les débats provoqués régulièrement dans la presse par le néoconservateur Mathieu Bock-Côté).

trajectoires féministes libertaires pour ensuite examiner les tensions que cette imbrication génère, les milieux libertaires étant relativement autonomes du monde universitaire².

Analyser les entremêlements entre socialisations universitaires et militantes des féministes libertaires

Au sein de la littérature existante, les études sur la socialisation politique des étudiants et les travaux de sociologie du militantisme sur les mouvements étudiants sont ceux qui permettent le mieux de penser la socialisation universitaire des étudiants. Si le premier champ d'étude ne considère pas d'autres mondes de socialisation que la famille ou l'université, il permet d'appréhender la pluralité des activités de la vie étudiante. Les recherches sur le mouvement étudiant permettent quant à elles de penser la façon dont socialisations universitaire et militante peuvent s'emboîter, tout en soulignant la complexité de cet emboîtement. On verra, enfin, la façon dont ces questions se posent spécifiquement pour les féministes libertaires.

Les études sur la socialisation politique des étudiants

Aux États-Unis, l'effet de l'université sur les étudiants, et en particulier sur leur socialisation politique, fait l'objet de nombreuses enquêtes, majoritairement quantitatives, depuis les années 1960. Alors que l'impact positif du passage par l'université sur la participation politique et l'engagement civique a longtemps fait consensus³, il a été remis en cause à la fin des années 2000 par plusieurs chercheurs qui ont reproché aux études existantes de ne pas prendre en compte la socialisation politique familiale⁴ : la façon dont les universités sélectionnent leur public, socialement plus favorisé, cultivé et politisé que la moyenne, aurait en effet été négligée. Ces nouveaux travaux défendent la thèse selon laquelle il n'existerait

² Je distingue le monde universitaire, qui inclut tant les enseignants-chercheurs que les étudiants, du champ scientifique, dans lequel seuls les professionnels de la recherche évoluent. Les étudiants n'en sont pas moins initiés à certaines normes du champ scientifique (normes d'écriture, de citation, de scientificité) durant leurs études.

³ Verba (S.), Schlozman (K. L.), Brady (H. E.), *Voice and equality: civic voluntarism in American politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995 ; Nie (N. H.), Junn (J.), Stehlik-Barry (K.), *Education and democratic citizenship in America*, Chicago, The University of Chicago Press, 1996 ; Pascarella (E. T.), Terenzini (P. T.), *How college affects students: a third decade of research*, San Francisco, Jossey-Bass, 2005.

⁴ Kam (C. D.), Palmer (C. L.), « Reconsidering the Effects of Education on Political Participation », *The Journal of Politics*, 70 (3), 2008 ; Berinsky (A. J.), Lenz (G. S.), « Education and Political Participation: Exploring the Causal Link », *Political Behavior*, 33 (3), 2011.

aucun effet significatif de l'université sur la socialisation politique des étudiants et étudiantes dès lors que les variables de la socialisation politique familiale sont contrôlées dans l'analyse⁵. En France, cette thèse fait écho à celle défendue par Bourdieu et Passeron dans *Les Héritiers*, selon laquelle l'université serait une institution trop hétérogène pour produire un effet socialisateur⁶. Le rapport aux études des étudiants ne serait donc que le reflet de leur origine sociale.

Si l'effet socialisateur des universités n'a pas fini de faire débat, certains travaux dessinent une voie médiane entre les deux positions qui s'affrontent. Ceux-ci ont en commun de s'intéresser moins au résultat qu'au processus de socialisation pour en distinguer différentes facettes. Considérant la socialisation comme un processus à l'œuvre tout au long de la vie, qui amène les acteurs non seulement à accumuler des dispositions mais aussi à s'approprier et négocier leurs héritages en fonction des contextes dans lesquels ils évoluent⁷, ces recherches s'intéressent à la façon dont le contexte universitaire active ou non les dispositions acquises précédemment. Kyle Dodson distingue notamment les activités « académiques » (les cours et les examens) des activités sociales de la vie étudiante⁸. Elle montre que les premières tendent à modérer l'engagement et les convictions politiques car elles contraignent les étudiants à se mélanger et à échanger entre personnes aux avis différents. À l'inverse, les activités sociales cultivent l'entre-soi et tendent à renforcer les convictions politiques initiales ainsi que l'engagement, si celui-ci existe au début des études⁹. Plusieurs études démontrent quant à elle un effet socialisateur des universités non pas à l'échelle des établissements mais à celle des disciplines ou filières¹⁰. Sébastien Michon propose à ce titre de considérer différents «

⁵ Kam (C. D.), Palmer (C. L.), « Reconsidering the Effects of Education on Political Participation », *art. cit.* ; Berinsky (A. J.), Lenz (G. S.), « Education and Political Participation », *art. cit.*

⁶ Bourdieu (P.), Passeron (J.-C.), *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, les Éditions de minuit, 1964.

⁷ Berger (P. L.), Luckmann (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Meridiens Klincksieck, 1986 ; Darmon (M.), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.

⁸ Dodson (K.), « The Effect of College on Social and Political Attitudes and Civic Participation », in Gross (N.), Simmons (S.), dir., *Professors and their politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Millet (M.), « La socialisation universitaire des cultures étudiantes par les matrices disciplinaires », in Neyrat (Y.), dir., *Les cultures étudiantes. Socio-anthropologie de l'univers étudiant*, Paris, L'Harmattan, 2010 ; Michon (S.), *Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Marc Bloch - Strasbourg II, 2006 ; Warren (J.-P.), « Les sous-cultures politiques du savoir : la grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires », *Recherches sociographiques*, 54 (3), 2013 ; Becker (H. S.), Geer (B.),

contextes d'études » disciplinaires favorables à « l'activation, l'inhibition ou l'acquisition de dispositions politiques »¹¹ en lien avec les exigences de certaines disciplines en matière de connaissances politiques : ainsi s'expliquerait la plus grande propension des étudiants de sciences humaines et sociales à s'intéresser à la politique ou à s'engager politiquement, par rapport aux étudiants de médecines ou de physique¹².

Les travaux de K. Dodson et de S. Michon ont le mérite de complexifier la compréhension de l'expérience étudiante en mettant en évidence différents types d'activités et de cursus disciplinaires. Néanmoins, ils restreignent largement leur analyse au monde universitaire. La littérature existante approche la socialisation politique des étudiants et étudiantes en se concentrant soit sur la famille, soit sur l'université, sans développer une réflexion approfondie sur leurs interactions avec d'autres mondes de socialisation. Cet article propose d'élargir la perspective en étudiant l'imbrication des socialisations universitaire et militante dans les parcours des féministes libertaires de Berlin et Montréal. Pour ce faire, il mobilise la sociologie du militantisme, et notamment celle portant sur les mouvements étudiants.

Les apports de la sociologie du mouvement étudiant

Les révoltes étudiantes des années 1960 ont mené dans les années 1970 à l'établissement d'un champ de recherche dédié aux mouvements étudiants¹³. Alors que ces différents travaux posent des questions classiques de la sociologie des mouvements sociaux (comment un mouvement émerge-t-il et se maintient-il ? quels sont ses effets ?), ils peuvent arriver à des conclusions similaires à celles des études sur la socialisation politique. Remettant en cause l'interprétation psychologique selon laquelle les mobilisations étudiantes seraient le produit d'un conflit générationnel, ils mettent par exemple en lumière l'importance des

Hughes (E. C.), *Boys in white: student culture in medical school*, New Brunswick, London, Transaction Books, 1961 ; Darmon (M.), *Classes préparatoires : la fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, La Découverte, 2015 ; Werner (G.), Sauer (C.), Wöhler (T.), « Studentische Fachkulturen und Lebensstile - Reproduktion oder Sozialisation? », in Kriwy (P.), Gross (C.), dir., *Klein aber fein! Quantitative empirische Sozialforschung mit kleinen Fallzahlen*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2009.

¹¹ Michon (S.), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, (163), 2008.

¹² Michon (S.), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *art. cit.*

¹³ Altbach (P.), dir., *Student Political Activism. An International Reference Handbook*, New York, Westport, Conn., and London, Greenwood Press, 1989. Pour les publications les plus récentes, voir notamment les trois volumes de : Bessant (J.), Mejia Mesinas (A.), Pickard (S.), dir., *When Students Protest*, Washington, Rowman & Littlefield, 2021.

transmissions politiques familiales, approchées alors en termes de « solidarités intergénérationnelles »¹⁴.

La sociologie des mouvements sociaux a aussi mis en évidence l'importance des cultures et traditions de campus¹⁵. On peut tout particulièrement mentionner l'étude ethnographique d'Amy Binder et Kate Wood qui montre combien les cultures de campus affectent les styles politiques adoptés par les militants étudiants conservateurs de deux universités états-uniennes différentes¹⁶. S'ils partagent les mêmes convictions, ces militants se distinguent dans leurs manières locales de faire de la politique. Ce sont alors aussi la taille de l'université, l'accessibilité de l'administration, la prévalence (ou non) des cours magistraux, l'histoire de l'université et le récit qui en est fait, la situation géographique des campus (urbains ou isolés) ou l'existence de logements étudiants, qui jouent un rôle déterminant¹⁷. Dans une étude sur la politisation des étudiants turcs dans les années 1970, Benjamin Gourisse montre aussi que la présence d'une offre politique dans les universités, ainsi que l'intégration de la politique aux modes de vie, notamment dans les résidences étudiantes, jouent un rôle prépondérant pour la socialisation politique¹⁸.

En même temps, la sociologie du militantisme témoigne de l'ambivalence du rôle de l'université pour l'émergence de mouvements étudiants. La vie étudiante semble tout autant les favoriser que les empêcher. Beaucoup d'auteurs observent que le temps des études correspond à une période de « disponibilité biographique »¹⁹ qui favorise l'entrée dans le militantisme : les étudiants et étudiantes ont du temps libre et sont soumis à une moindre nécessité de gagner de l'argent étant donné qu'ils n'ont pas de charge de famille²⁰, ce qui

¹⁴ Klineberg (O.), Zavalloni (M.), Louis-Guérin (C.), *Students, Values, and Politics: A Crosscultural Comparison*, New York, The Free Press, 1979, p. 9.

¹⁵ Stevens (M. L.), « Culture and Education », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 619 (1), 2008 ; Van Dyke (N.), « Hotbeds of Activism: Locations of Student Protest* », *Social Problems*, 45 (2), 1998.

¹⁶ Binder (A. J.), Wood (K.), *Becoming Right: How Campuses Shape Young Conservatives*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Gourisse (B.), « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980) », *Critique internationale*, n° 50 (1), 2011.

¹⁹ McAdam (D.), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.

²⁰ Hanna (E.), *Student Power! The Radical Days of the English Universities*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2013 ; Allerbeck (K. R.), « Some Structural Conditions for Youth and Student Movements », *International Social Science Journal*, 24 (2), 1972.

favoriserait chez eux le développement d'un certain « idéalisme »²¹. Certains soulignent par ailleurs la transférabilité de compétences scolaire telles que la prise de parole en public ou les capacités d'argumentations orales et écrites, dans la pratique militante²², tandis que d'autres insistent sur l'importance des sociabilités étudiantes pour le recrutement de nouveau militants et militantes²³. Néanmoins, les étudiants et étudiantes sont également soumis à des exigences en termes d'emploi du temps et de réussite des examens qui vont à l'encontre d'un investissement militant. C'est ainsi que les systèmes universitaires qui ne prévoient pas d'obligation d'assiduité et offrent des modalités souples de passage des examens sont considérés plus favorables au développement de mouvement étudiants²⁴. Une tension entre université et militantisme apparaît par ailleurs à mesure que les étudiants et étudiantes avancent dans leurs études : l'engagement politique des étudiants tend à diminuer au fil du temps passé à l'université²⁵. Les exigences et la professionnalisation qu'impliquent les cursus plus avancés expliquent en grande partie ce phénomène, mais on peut aussi penser que la familiarisation au travail et au regard universitaire y participe. Le souci d'objectivité qui caractérise le champ scientifique entre en effet en contradiction avec le militantisme. Si cette tension est remise en cause par un certain nombre de professionnels de la recherche parfois auto-désignés comme *activist scholars*²⁶, elle n'en témoigne pas moins des processus d'autonomisation des mondes universitaires et militants. Ceux-ci s'observent tant dans le risque de délégitimation encouru par les universitaires qui s'engagent politiquement²⁷ que dans la méfiance des militants vis-à-vis des activités intellectuelles soupçonnées d'introduire

²¹ Gill (J.), DeFronzo (J.), « A Comparative Framework for the Analysis of International Student Movements », *Social Movement Studies*, 8 (3), 2009.

²² Haute (T.), Mathieu (L.), Orange (S.), « Les enfants indociles de la massification scolaire », in Collectif Sombbrero et al., dir., *Changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Actes Sud, 2018 p. 407.

²³ Crossley (N.), « Social Networks and Student Activism: On the Politicising Effect of Campus Connections », *The Sociological Review*, 56 (1), 2008.

²⁴ Luescher (T.), « Theorising student activism in and beyond the 20th century: the contribution of Philip G. Altbach », in Klemenčič (M.), Bergan (S.), Primožič (R.), dir., *Student engagement in Europe: society, higher education and student governance*, Council of Europe, 2015 p. 40.

²⁵ Dodson (K.), « The Effect of College on Social and Political Attitudes and Civic Participation », *art. cit.*, p. 149.

²⁶ Hale (C.), dir., *Engaging Contradictions: Theory, Politics, and Methods of Activist Scholarship*, Oakland, University of California Press, 2008.

²⁷ Siméant (J.), « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in Hamman (P.), Méon (J.-M.), Verrier (B.), dir., *Discours savants, discours militants. Mélanges des genres*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2002 p. 29.

trop de distance avec le « terrain »²⁸. L'emboîtement des socialisations universitaires et militantes ne va ainsi pas de soi mais est source de tensions qu'il s'agit d'analyser si l'on veut saisir les limites de l'influence de l'université sur les étudiants et étudiantes militants.

Une étude centrée sur des féministes libertaires

Cet article propose donc une analyse des rapports entre mondes universitaires et militants en examinant les interactions tantôt harmonieuses, tantôt conflictuelles, entre socialisations universitaires et militantes. Pour ce faire, je me concentre sur des féministes actives dans les milieux libertaires de Berlin et Montréal. Je désigne par « milieu » un réseau de sociabilités militantes ancré territorialement, qui transcende les frontières politique/privé et politique/culturel. Inspiré des concepts de « communauté de mouvement social »²⁹ et de « scène »³⁰, cette notion rend compte du caractère éminemment informel du militantisme libertaire, qui est moins organisé autour de groupes politiques (l'existence de ceux-ci est souvent éphémère) que structuré par des sociabilités militantes, amicales, amoureuses et sexuels ainsi que par des espaces festifs (bars, cafés, clubs, espaces culturels), des événements (festivals, concerts, projections de films, repas) ou des espaces d'habitation (squats, colocations)³¹. Darcy Leach et Sebastian Haunss identifient par ailleurs un certain nombre de conditions matérielles propices à la formation d'un milieu libertaire : la présence d'un État social, un cadre légal tolérant la pratique du squat et/ou des loyers relativement peu élevés, mais aussi, l'existence d'universités peu chères et d'un système de bourses étudiantes³². L'ensemble de ces éléments est jugé favorable au développement d'un militantisme qui exige

²⁸ Pernot (H.), « Syndicaliste et savant, si loin, si proche. Les militants Sud PTT et leur rapport avec les sciences sociales. », in Hamman (P.), Méon (J.-M.), Verrier (B.), dir., *Discours savants, discours militants. Mélanges des genres*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2002 p. 194.

²⁹ Taylor (V.), Whittier (N. E.), « Collective identity in social movement communities: Lesbian feminist mobilization », in Morris (A.), McClurg Mueller (C.), dir., *Frontiers in social movement theory*, New Haven, Yale University Press, 1992 ; Staggenborg (S.), « Social Movement Communities and Cycles of Protest: The Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement », *Social Problems*, 45 (2), 1998.

³⁰ Leach (D. K.), Haunss (S.), « Chapter 11: Scenes and Social Movements », in Johnston (H.), dir., *Culture, Social Movements, and Protest*, Farnham, Ashgate, 2009.

³¹ J'estime, à partir de mes observations, que les milieux libertaires étudiés rassemblent environ de 4000 personnes à Montréal et 1500 à Montréal. Il est néanmoins difficile de produire un chiffre précis du nombre de libertaires étant donné que ceux-ci sont particulièrement réfractaires à toute entreprise de comptage, apparentée à de la surveillance policière

³² Leach (D. K.), Haunss (S.), « Chapter 11: Scenes and Social Movements », *art. cit.*

un fort investissement dans la vie collective : l'existence d'une assurance chômage permet aux militantes et militantes d'alterner des périodes d'activité rémunérée avec des période de plus grand engagement dans la vie libertaire ; les loyers peu bas permettent la création de colocation mais aussi de lieux culturels et festifs libertaires ; enfin, une fois n'est pas coutume, la vie étudiante libère du temps dès lors qu'elle n'est pas associée à une pression financière liée aux frais d'inscription ou à l'assurance des moyens de subsistance. L'université est donc déjà identifiée comme une variable favorable au militantisme libertaire dans les travaux existants. Ceci se retrouve dans les profils des militantes rencontrées à Berlin et Montréal, qui ont très majoritairement étudié, et ce jusqu'au master voire au doctorat. Les universités berlinoises et montréalaises sont effectivement peu chères si on compare leurs frais d'inscription avec ceux de leur continent respectif : un semestre d'étude berlinois coûte entre 300 et 320€, ce tarif incluant un abonnement semestriel pour les transports de la ville ; un semestre d'étude montréalais coûte entre 1000 et 1400€, soit environ 10 fois moins qu'un semestre d'étude dans les universités des autres villes canadiennes, sans parler des universités états-uniennes. Par ailleurs, nombre de féministes libertaires étudiées bénéficient ou ont bénéficié d'une bourse-prêt de l'État (Prêt et bourse pour le Québec et BAföG pour l'Allemagne) qu'elles doivent rembourser une fois leurs études finies.

Il reste que l'importance du passage par l'université dans les trajectoires de féministes libertaires est surprenante. D'un point de vue libertaire, les universités sont en effet des institutions antidémocratiques, qui concentrent le pouvoir pour en déposséder les plus vulnérables. Elles sont d'autant plus réprouvées qu'elles participent à la professionnalisation de l'activité intellectuelle, comprise comme une confiscation des outils de la pensée par la classe dominante. D'un point de vue spécifiquement *féministe* libertaire, l'institutionnalisation des études féministes est également très critiquée : dans la lignée des féministes dites de la « troisième vague » certaines dénoncent un « féminisme de la chaire » qu'elles opposent à un « féminisme de la rue »³³. Aussi les féministes libertaires apparaissent comme un bon cas d'étude pour analyser à la fois l'emboîtement des socialisations universitaires et militantes et les tensions qu'il génère.

La suite de cet article procède en deux temps : je me penche d'abord sur les aspects harmonieux de l'imbrication entre socialisations universitaire et militante pour ensuite m'intéresser à ses aspects plus conflictuels.

³³ Lamoureux (D.), « Y a-t-il une troisième vague féministe ? », *Cahiers du Genre*, HS n° 1 (3), 2006.

Encadré méthodologique

Cet article s'appuie sur deux terrains ethnographiques menés dans les milieux libertaires de Berlin (entre 2015 et 2016) et Montréal (en 2017) dans le cadre de ma thèse. Ma présence et mon acceptation sur le terrain a été largement conditionnée par ma casquette de militante, ayant moi-même une socialisation féministe libertaire. L'enquête a donc nécessité de jongler entre les identités de chercheuse et de militante, avec un arbitrage spécifique pour chaque terrain: j'ai surtout mis en avant ma casquette de militante à Berlin car les enquêtées se montraient très méfiantes vis-à-vis de ma recherche, me soupçonnant parfois de les espionner pour les services secrets allemands; à Montréal en revanche, j'ai surtout porté la casquette de chercheuse, ce qui m'a permis d'échapper au rôle de porte-parole experte que l'on a voulu m'assigner et de ne pas prendre parti dans les conflits qui divisaient les féministes libertaires.

Les 63 entretiens biographiques (32 à Berlin, 31 à Montréal) et trois entretiens collectifs (un à Berlin, deux à Montréal) effectués avec des féministes libertaires constituent la principale matière de cet article. Dans les rares cas où elle n'était pas spontanément abordée, la question du rapport à l'université a été systématiquement posée aux militantes interviewées. Néanmoins, ayant été perçue comme la figure même de la féministe universitaire, ma simple présence a pu générer un ensemble de discours sur l'université plus ou moins hostiles. Tout en ayant accepté l'entretien, plusieurs militantes m'ont en effet confié leurs animosités vis-à-vis de cette institution, voire m'ont adressé leur colère. La situation d'entretien, qui impliquait pour moi de les écouter avec bienveillance, a sans doute constitué une occasion rare d'exposer sa façon de penser à une universitaire, et donc d'inverser les rôles.

À la fin de chaque entretien, j'ai donné un questionnaire à remplir posant notamment des questions sur la profession, l'orientation politique et l'engagement des parents. Les militantes devaient aussi estimer si elles avaient « jamais », « parfois », « souvent », « au quotidien » parlé politique avec leurs parents. Toutes les militantes ne m'ont pas rendu ce questionnaire, moins intentionnellement que parce qu'elles ont voulu le remplir seules chez elles et ont ensuite ignoré mes relances : j'en ai récupéré 29 à Berlin et 34 à Montréal. Il va sans dire que l'échantillon étudié n'est donc pas représentatif. Il n'en reste pas moins significatif d'un point de vue qualitatif étant donné que j'ai interviewé des militantes différemment positionnées dans le milieu libertaire, de façon à récolter la plus grande variété de points de vue.

L'imbrication harmonieuse des socialisations universitaire et militante

L'université apparaît comme essentielle pour la socialisation politique des féministes libertaires étudiées. Celle-ci renforce des dispositions au militantisme acquises au sein de la famille, et facilite l'engagement libertaire, soit du fait des cultures militantes des campus (Montréal), soit du fait d'un système universitaire souple qui permet de dégager du temps (Allemagne). Par ailleurs, les spécificités du contexte des études féministes ou de genre permettent une imbrication entre socialisations universitaire et militante *féministe*. Sur ce point, l'université fait plus que renforcer et faciliter l'engagement : elle le façonne.

La famille comme vivier de militantes libertaires

Avant de se pencher en détail sur les socialisations universitaires et militantes, une caractéristique de la trajectoire pré-universitaire des féministes libertaires doit être soulignée : outre le fait qu'elles sont très majoritairement issues des classes moyennes, voire des classes moyennes supérieures pour ce qui concerne le terrain berlinois, les féministes libertaires rencontrées ont non seulement hérité leurs convictions de gauche de leurs parents mais ont également souvent été initiées par eux au militantisme : plus de la moitié des militantes interviewées ont un parent qui s'est engagé politiquement à un moment de sa vie, que ce soit dans un syndicat, une association, un mouvement social ou, plus rarement, un parti. Enfants, elles ont souvent été emmenées sur des manifestations et, plus rarement, à des réunions et des conférences militantes. On retrouve là un résultat similaire à ce que Simon Luck a pu observer auprès des libertaires français, la moitié de ses enquêtés ayant eu des parents militants³⁴. Si les travaux de Julie Pagis et Camille Masclet ont montré qu'il n'y a rien d'automatique dans la transmission d'un héritage militant, les féministes libertaires étudiées correspondent à cette minorité de militantes pour qui l'engagement parental explicite a servi de base à la construction d'une trajectoire militante propre³⁵.

L'inscription des militantes rencontrées dans une continuité militante familiale ne signifie pas pour autant qu'elles reproduisent simplement l'engagement de leurs parents. Elles s'approprient bien plus l'héritage parental tout en s'en distinguant. Lorsqu'elles ont fait leurs premières expériences militantes avec leurs parents, les enquêtées marquent systématiquement une frontière entre ces premiers moments et ceux où elles se sont engagées

³⁴ Luck (S.), *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine : socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, Thèse de doctorat en science politique, Paris 1, 2008, p. 234.

³⁵ Pagis (J.), *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, chap. 7 ; Masclet (C.), « Le féminisme en héritage ? », *Politix*, n° 109 (1), 2015.

de leur propre chef. Claudie (Montréal, 24 ans, travailleuse communautaire), le formule par exemple ainsi : « j'avais déjà milité par l'entremise de mes parents mettons, mais c'était pas une initiative personnelle à l'époque, non. J'ai commencé au Cégep³⁶ plus par moi-même ». Cette démarcation discursive dans la construction du récit biographique a déjà été observée par S. Luck au sujet des libertaires français dont les parents sont de droite³⁷. Ici, elle concerne tout autant les enfants de militants de gauche, à Berlin et à Montréal.

Pour la plupart des militantes interviewées, l'actualisation de l'engagement parental se traduit par un positionnement considéré comme plus radical que celui des parents. Tandis que ceux-ci sont décrits comme étant « de gauche », leurs filles se décrivent comme étant « de gauche radicale ». De plus, elles font le choix d'un militantisme libertaire, structuré par un réseau informel de groupes affinitaires, tandis que leurs parents agissent ou ont agi au sein de structures formelles. Cette préférence pour l'informalité et l'horizontalité est rendue d'autant plus possible que ces féministes détiennent déjà de nombreuses compétences militantes lorsqu'elles entrent en engagement. En effet, ces formes d'organisation « fréquemment promues comme garantes de plus grandes 'ouverture' et 'accessibilité' aux impétrants se révèlent, dans les faits, sélectives, car accessibles aux seuls agents disposant de suffisamment de compétences militantes pour se sentir autorisés à intervenir dans les débats »³⁸. Moins que l'identité féministe, qui apparaît en général plus tard dans la trajectoire militante, c'est donc surtout l'identité libertaire qui sert de critère de distinction vis-à-vis de l'engagement parental, engagement qui, dans un même temps, l'a largement facilitée.

On retrouve donc là l'importance de la socialisation politique familiale identifiée par de nombreuses études sur la socialisation politique des étudiants. Dans ce cadre, le positionnement libertaire apparaît comme une façon de se démarquer des parents qui, lorsqu'ils ont été militants, ont été actifs dans des organisations plus formelles. Néanmoins, ce n'est en général pas via leurs parents que ces militantes ont découvert le féminisme. De même, leur engagement libertaire s'affirme surtout à partir du moment où elles sont à l'université, ou au Collège d'enseignement général et professionnel (Cégep) pour ce qui concerne Montréal.

³⁶ Après leur diplôme d'études secondaires, les québécois et québécoises ont la possibilité d'entrer au Cégep pour suivre soit un cursus professionnalisant de deux ans, soit un cursus préparant à l'entrée à l'université, également de deux ans.

³⁷ Luck (S.), *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine*, op. cit., p. 69.

³⁸ Mathieu (L.), *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, France, Éd. du Croquant, 2012, p. 214.

L'effet du campus et du système universitaire : le renforcement de l'engagement libertaire

L'entrée dans l'enseignement supérieur constitue un moment où les militantes étudiées amorcent et/ou renforcent leur engagement libertaire. Mais l'université ne joue pas le même rôle sur les deux terrains : à Montréal, les campus offrent un espace de recrutement via le mouvement étudiant ; à Berlin, le système universitaire offre les conditions nécessaires au mode de vie libertaire.

À Montréal, le militantisme étudiant constitue une première étape quasi-obligatoire du devenir libertaire. Une large majorité des féministes rencontrées a ainsi participé activement aux activités de l'association étudiante de sa faculté, aux grèves étudiantes des années 2000-2010, et en particulier à la grève de 2012, la plus importante de l'histoire du mouvement étudiant québécois³⁹. Les propos de Natacha illustrent bien cette importance du passage par le militantisme étudiant :

[C'est] un peu genre, début de l'université, ces espèces de gang [bande] d'amis, un peu collègues de classe, pis là tu te mets à te politiser ensemble pis à faire genre des revues, des tracts, des machins tsé, un peu cette espèce de politisation d'étudiants de base là, mais avec un truc vraiment c'est ça là tsé, j'étais aussi liée aux asso' étudiantes un peu tsé, dans ces trucs-là, je m'impliquais un peu dans tous ces trucs là à l'UQÀM [Université du Québec À Montréal]

Natacha considère que ces premières expériences n'ont rien de spécifiques et ne valent donc pas d'être racontées, ce qui se traduit dans son emploi d'un « tu » général, alors même qu'elle parle de son propre parcours. Elle n'est pas la seule à passer vite sur le récit de ces premières expériences de militantisme : nombreuses sont celles qui les considèrent comme un point de départ évident qu'elles peuvent omettre de mentionner. Seules les quelques militantes qui n'ont pas été au Cégep témoignent d'un autre chemin : elles ont intégré le milieu libertaire en faisant des rencontres dans un cadre culturel (notamment lors de concerts punk).

Cette importance du militantisme étudiant sur le terrain montréalais explique qu'on y retrouve des phénomènes déjà identifiés par la littérature sur les mouvements étudiant, et en particulier, un fort effet des cultures et traditions de campus. Les féministes libertaires

³⁹ Radio-Canada, *Les grèves étudiantes au Québec : quelques jalons*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/549959/droits-greve-chrono>, consulté le 19 février 2019 ; Ancelovici (M.), Dupuis-Déri (F.), *Un Printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Editions Ecosociété, 2014.

rencontrées ont souvent étudié au Cégep du Vieux Montréal ou au Cégep Maisonneuve qui sont des bastions du mouvement étudiant cégépien. Pour une grande partie d'entre elles, elles ont poursuivi leurs études à l'UQÀM, une université créée en 1969 pour démocratiser l'enseignement supérieur pour les francophones, dans un contexte d'affirmation du Québec francophone face aux anglophones, alors détenteurs du pouvoir économique. C'est dans cette université que les associations étudiantes sont les plus à gauche, que les grèves étudiantes sont les plus suivies et que le premier syndicat professoral du Canada s'est formé en 1970. Certaines féministes libertaires ont néanmoins fait leurs études dans une université anglophone et ont alors très majoritairement été à Concordia, une université fondée en 1974 et connue elle-aussi pour son militantisme étudiant. Les deux autres universités de Montréal, McGill et l'Université de Montréal, semblent attirer et produire beaucoup moins de féministes libertaires.

À Berlin, le mouvement étudiant prend une bien moindre place dans les trajectoires féministes libertaires. Seule une partie des militantes a commencé à militer avec une organisation étudiante telle une *Fachschaft* [organisations étudiantes facultaires] ou un *AStA* [comité étudiant général, relatif à une université]. Beaucoup se sont par contre investies dès 15-16 ans dans un espace libertaire (en particulier dans des « centres de jeunes » [*Jugendzentrum*] ou des « points de rencontres de jeunes » [*Jugendtreffpunkt*] tenus par des libertaires dans leur ville d'origine (qui n'est souvent pas Berlin). Parmi ces personnes, certaines ont rejoint le militantisme étudiant tandis que d'autres se sont insérées dans les réseaux affinitaires libertaires sans passer par les sociabilités étudiantes. C'est par exemple le cas de Christina qui a commencé à militer à Brême à l'âge de 15 ans dans un groupe communiste libertaire rattaché à une organisation fédérale ; à son arrivée à Berlin à 19 ans, elle a simplement rejoint le groupe local de cette fédération, sans nouer de liens militants à l'université. Enfin, certaines ont intégré les milieux libertaires après leur entrée à l'université où elles ont rencontré des libertaires. De manière générale, les berlinoises qui s'engagent à long terme dans les organisations étudiantes sont peu nombreuses, ces structures constituant surtout des lieux de passage : elles permettent aux actrices de nouer des amitiés qui leur ouvrent les portes des colocations et des activités libertaires. Ceci explique qu'on n'observe pas de fort effet campus à Berlin. Les militantes rencontrées étudient indifféremment dans les trois universités de la ville : l'université libre (FU), l'université technique (TU) et l'université Humboldt (HU).

Néanmoins, si les berlinoises n'investissent pas massivement le militantisme étudiant, l'université ne joue pas moins un rôle crucial pour leur engagement, en tant que facilitateur de leur mode de vie libertaire allemand. Ce dernier accorde une grande importance à l'organisation de la vie collective en colocation et dans les espaces culturels (beaucoup plus nombreux qu'à Montréal), et exige donc une grande flexibilité en termes de temps. C'est alors la souplesse du système universitaire allemand, sans équivalent au Québec, qui apparaît déterminante. Celui-ci permet aux militantes rencontrées de suivre un maximum six cours de deux heures par semestre⁴⁰. Par ailleurs, il n'y a pas d'obligation ni d'assiduité ni de validation : les étudiants et étudiantes choisissent eux-mêmes les cours dans lesquels ils souhaitent être évalués⁴¹; ils ont pour seule obligation de valider un certain nombre de crédits par modules. Ce faible degré de contrainte, combiné à des frais d'inscription peu élevés explique en grande partie le fait que les militantes rencontrées allongent autant qu'elles le peuvent la durée de leurs études (en même temps que la vie en colocation permet un allègement des contraintes matérielles et donc, facilite les longues études) : alors qu'à 25-26 ans, la plupart des militantes québécoises sont sur le marché du travail, les berlinoises y entrent autour de 30 ans, ceci lorsqu'elles ne commencent pas un doctorat. Beaucoup de militantes m'ont ainsi fait part de leurs inquiétudes face à la réduction du temps d'étude depuis l'introduction du système bachelor/master liée à la mise en œuvre du système de Bologne dans le système universitaire allemand : à leurs yeux, celui-ci menace l'engagement libertaire.

Le militantisme libertaire montréalais se développe donc au cœur même de campus historiquement militants, dans le cadre du mouvement étudiant. Le militantisme libertaire berlinois se développe quant à lui en dehors des campus et bénéficie de la souplesse du système universitaire allemand. Le degré de contrainte imposé par le système universitaire québécois explique sans doute que les étudiants et étudiantes libertaires restent sur le campus : l'unité de lieu permet une meilleure conciliation entre études et engagement. Mais dans les deux cas, l'université facilite et renforce l'engagement libertaire.

⁴⁰ Il était possible d'en faire moins avant que le système bachelor/master ne soit introduit dans les années 2000, si bien que certaines enquêtées ne suivaient que deux ou trois cours par semestre.

⁴¹ Ces règles varient selon les cursus, certains exigeant plus de notes que d'autres. Je me fonde sur mon expérience d'enseignante à l'université *Humboldt*, sur ce que les enquêtées ont pu me raconter et sur les informations indiquées sur les sites des universités.

*L'effet du contexte d'étude : la transmission du féminisme par les études féministes ou de genre*⁴²

Au-delà des différences de rapport au mouvement étudiant, on observe tant à Berlin qu'à Montréal un effet de discipline. Les militantes rencontrées ont par exemple toutes suivi un cursus de sciences humaines et sociales. Néanmoins l'effet de discipline, ou du « contexte d'étude » pour reprendre les termes de S. Michon, ne s'observe jamais autant que lorsque l'on s'intéresse aux études féministes ou de genre, ce pourquoi je me concentre sur celles-ci. C'est en effet dans ce contexte d'étude, issu historiquement du mouvement des femmes⁴³, que nombre de militantes font leur politisation féministe, et ce du fait d'une imbrication entre socialisation universitaire et militante sans équivalent dans les autres contextes.

À Berlin, un tiers des militantes interviewées ont suivi un cursus d'études de genre dans une université allemande, le plus souvent celui proposé depuis 1997 conjointement par la HU et la TU. Les autres ont suivi des séminaires d'études de genre tout en étant inscrites dans un autre cursus. À Montréal, les enquêtées ont pu suivre des cours d'études féministes de trois manières : Concordia propose depuis 1974 un cursus de « *women's studies* » que quelques-unes ont suivi ; l'UQÀM propose des cours d'études féministes dans différents cursus des sciences humaines et sociales ; depuis 2005, cette même université offre aussi la possibilité de compléter un certificat d'études féministes d'un an, en plus de son baccalauréat ou de sa maîtrise. Un quart des personnes interviewées sont titulaires de ce certificat. Ces cursus et cours ont joué un rôle important pour ces militantes, ce qui se traduit par le fait qu'elles m'en parlent en entretien, alors qu'elles n'évoquent pas les autres enseignements qu'elles ont suivi. Ces entretiens montrent que dans ce contexte d'étude, les activités « sociales » et « académiques » identifiées par K. Dodson comme ayant des effets divergents sur l'engagement étudiant, convergent. Ceci s'observe tout d'abord dans la façon dont les études viennent nourrir le militantisme féministe, quand elles n'en sont pas le déclencheur. On constate sur ce point une différence entre les deux terrains : les montréalaises qui s'inscrivent

⁴² Les universitaires allemandes parlent d'« études de genre » [*Geschlechterforschung*] tandis que les universitaires québécoises francophones parlent d'« études féministes », d'où l'expression d'« études féministes ou de genre » employée ici. Ces différences de dénomination sont le fruit d'une histoire qui, par soucis de concision, ne sera pas retracée ici.

⁴³ Ehmsen (S.), *Der Marsch der Frauenbewegung durch die Institutionen : die Vereinigten Staaten und die Bundesrepublik im Vergleich*, Münster, Verlag Westfälisches Dampfboot, 2008 ; Robbins (W.), Luxton (M.), Eichler (M.), Descarries (F.), *Minds of our own: inventing feminist scholarship and women's studies in Canada and Québec, 1966-76*, Waterloo, Ont., Wilfrid Laurier University Press, 2008.

en études féministes ou en *women's studies* le font après une première expérience de militantisme féministe au sein des associations étudiantes, pour renforcer leurs connaissances en la matière. À Berlin, les militantes commencent plutôt à se dire féministes et/ou à s'engager pour la cause féministe après avoir suivi des cours d'études de genre et s'être liées d'amitié avec des étudiantes du cours. Les enseignements jouent ainsi un rôle plus important pour l'entrée en engagement féministe (et non libertaire) à Berlin qu'à Montréal.

L'entremêlement des logiques universitaires et militantes s'observe aussi dans l'usage que les féministes libertaires font de leurs travaux à rendre (dossier de fin de semestre, mémoire de bachelor à Berlin, mémoire de maîtrise ou de master dans les deux villes). Ceux-ci constituent souvent l'occasion de clarifier un positionnement sur un sujet précis. Ainsi, Johanna (Berlin, 28 ans, chargée de communication) explique que son mémoire de bachelor, écrit sur la situation des « travailleuses du sexe », lui a permis de se pencher en détail sur la pensée féministe. Le rendu de ce mémoire a coïncidé pour elle avec le moment où elle s'est identifiée comme féministe. Marie-Jeanne (Montréal, 30 ans, étudiante) a quant à elle écrit sa maîtrise sur « la division sexuelle du travail militant » après s'être engagée contre la répartition inégales des tâches entre les hommes et les femmes durant la grève étudiante québécoise de 2012. À rebours, certaines militantes convertissent les travaux qu'elles écrivent dans le cadre de leurs études en matériel militant. Sophie (Montréal, 30 ans, travailleuse associative) m'explique par exemple, à propos d'un blog qu'elle tient avec plusieurs autres féministes libertaires : « on était majoritairement universitaires [comprendre « étudiantes »] faque [donc] c'était un peu facile de réutiliser nos travaux, nos trucs comme... on était habituées à produire du matériel ». Exigences pédagogiques et préoccupations militantes sont ainsi mises en cohérence.

Enfin, l'entremêlement des logiques militantes et universitaires se retrouve dans la superposition des contenus auxquels les enquêtées sont confrontées en cours avec des réflexions et activités militantes. Le récit de Clara (Berlin, 36 ans, relectrice.teur indépendant.e) l'illustre bien. Iel explique avoir été marqué.e par la lecture en séminaire de Judith Butler et de Paul B. Preciado⁴⁴ ceci d'autant plus qu'iel était mal à l'aise avec son identité de genre assignée (Clara se définit comme genderqueer, ni-homme, ni-femme). En parallèle, iel raconte avoir discuté de ces textes avec sa compagne, ses amies et ses camarades militantes, notamment en réfléchissant à leurs implications pratiques. Clara associe ainsi

⁴⁴ Preciado (P. B.), *Testo junkie: sexe, drogue et biopolitique*, Paris, Bernard Grasset, 2008 ; Butler (J.), *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte, 2005.

spontanément ces lectures avec la pratique du langage épïcène de son association étudiante, ou aux soirées libertaires qu'iel organisait, invitant militants et militantes à se vêtir de rose (couleur queer). Il est difficile pour iel de distinguer ce qu'iel a appris lors de ses cours de ce qu'iel s'est approprié lors des multiples discussions militantes auxquelles iel a participé. Si iel est capable de me citer Judith Butler et Paul B. Preciado, c'est que ces deux auteurs sont particulièrement connus. En ce qui concerne les autres textes, iel ne sait plus si iel les a lus, ni dans quel contexte iel les aurait lus. Pour luiel, les études de genre constituent un élément parmi d'autres, dans un univers féministe plus large qui a été, et est encore au moment où je lae rencontre, au cœur de sa vie. La socialisation universitaire s'imbrique ici tout fait à la socialisation militante féministe, au point qu'il est difficile de dire où commence l'une et où s'arrête l'autre.

Les études féministes et de genre ne sont donc pas qu'un cursus, elles sont entremêlées à la vie militante, amicale et intime des étudiantes. Dans ce cadre, il semble que les activités académiques ne contribuent pas tant à mélanger des étudiantes aux avis différents, comme Kyle Dodson a pu le constater dans son étude, mais plutôt qu'elles contribuent à construire un entre-soi féministe et viennent ainsi se confondre avec les activités sociales des étudiantes. Or, l'on sait que ce sont précisément dans les groupes homogènes que la socialisation politique est la plus forte⁴⁵. Cet entre-soi facilite alors la transmission d'affinités théoriques féministes par les enseignantes. Aussi, les militantes rencontrées tendent très majoritairement à défendre le courant théorique féministe promu par les enseignantes d'études féministes ou de genre de leur université. À Montréal, celles qui ont étudié à l'UQÀM (Université du Québec à Montréal) se revendiquent le plus souvent du « féminisme matérialiste » tel qu'il a été développé en France et au Québec et dont les chercheuses de l'IREF (Institut de Recherches et d'Etudes Féministes), situées à l'UQÀM, sont promotrices. A contrario, celles qui sont passées par l'université anglophone Concordia défendent toutes un féminisme « queer » ou « troisième vague », à l'image des enseignantes du *Simone de Beauvoir Institute* rattachées à cette université. À Berlin, la théorie queer domine dans toutes les établissements et fait quasiment consensus parmi les féministes libertaires. Une seule minorité de militantes s'oppose virulemment à la théorie queer au nom d'un « féminisme différentialiste ». Or, elles ont toutes étudié non pas à Berlin mais à l'université d'Hanovre, où l'on trouve des promotrices de ce féminisme « différentialiste » parmi les enseignantes-chercheuses. On voit

⁴⁵ Haegel (F.), « Political Socialisation: Out of Purgatory? », *European Journal of Sociology*, 61 (3), 2020.

là combien l'effet du contexte d'étude peut être fort pour la socialisation politique des féministes libertaires : les études de genre ne font pas que faciliter ou renforcer leur engagement, elles contribuent qualitativement à le façonner.

L'université joue donc un rôle central dans la socialisation militante des féministes libertaires : si la famille participe à produire un vivier de potentielles militantes, l'université facilite, suscite et renforce l'engagement libertaire. On observe là une forme de dépendance de la socialisation militante à la socialisation universitaire. Mais c'est surtout lorsqu'on se concentre sur la politisation féministe que le rôle de l'université devient prépondérant. Alors que le féminisme n'est que très rarement transmis dans la famille, l'université vient non seulement susciter ou renforcer cet engagement mais aussi façonner la vision du féminisme des militantes. Ce n'est alors plus une dépendance mais une véritable imbrication entre socialisations militante et universitaire qui s'observe, les deux n'étant que difficilement distinguables dans les trajectoires militantes. Cette imbrication néanmoins, est loin d'être incontestée.

Des processus d'autonomisation des mondes universitaires et militants sources de tensions

Loin d'être harmonieuse, l'imbrication entre socialisations universitaires et militantes est source de nombreuses tensions révélatrices des processus d'autonomisation respectifs des mondes universitaire et militant. En examinant ces processus, cette partie montre que le féminisme libertaire n'est pas seulement le produit d'une socialisation universitaire. Au contraire, le milieu libertaire contribue tout autant, voire plus, à la socialisation politique féministe libertaire si bien qu'il est nécessaire d'en saisir ses propres logiques pour la comprendre. Je m'intéresse ici tout d'abord à la critique des « universitaires » omniprésente à Berlin et Montréal, et qui apparaît comme un premier témoin de l'autonomisation des milieux libertaires vis-à-vis de l'université. Je montre ensuite que les féministes libertaires développent un rapport militant pratique, non-universitaire, à la pensée féministe ce qui les amène à s'approprier les différents courants théoriques féministes transmis à l'université selon des logiques pratiques propres à leur milieu militant et extérieures au monde universitaire.

Critiquer les « universitaires » pour refuser les hiérarchies produites par l'université

La critique des « universitaires » [*Uni-Leute*] ou des « académiques » [*Akademiker_innen*] constitue un topos des entretiens et des observations effectués à Berlin et Montréal. Or celles-ci révèlent à la fois la forte présence d'« universitaires » dans le quotidien féministe libertaire et le refus des hiérarchies que ce statut produit entre militantes.

Le qualificatif d'« universitaire » ne renvoie pas toujours aux mêmes types de personnes : il désigne parfois des étudiantes de licence, parfois des étudiantes de master, et parfois des doctorantes et des professionnelles de la recherche. Cette variation dépend de l'énonciatrice de la critique : les quelques personnes qui n'ont pas étudié utilisent cette catégorie pour désigner toute personne inscrite à l'université ; les titulaires d'un bachelor ou d'un master désignent par-là toute personne ayant un niveau d'étude supérieur à elles ; les quelques professionnelles de la recherche qui l'utilisent le font pour parler de leurs supérieurs hiérarchiques. Lorsque les militantes explicitent ce qu'elles entendent par « universitaires », elles mentionnent systématiquement une façon spécifique de s'exprimer : les « universitaires » sont avant tout des personnes qui savent bien parler et argumenter, qui maîtrisent les formes et les enjeux du discours universitaires. À Montréal, le récit d'Annie (37 ans, travailleuse sociale) l'illustre bien. Entrée sur le marché du travail à la sortie du Cégep, elle commence à militer en parallèle de son activité professionnelle dans un groupe féministe au sein duquel les étudiantes sont majoritaires. En 2004, lors d'un colloque universitaire, le groupe est invité à présenter sa perspective sur le féminisme de la « troisième vague », dont Annie n'a encore jamais entendu parler. Elle prend donc la parole sur un sujet qu'elle ne maîtrise pas, sans aucune connaissance des enjeux universitaires qui sous-tendent le colloque :

À l'intérieur même du collectif, 'y avait des filles du milieu académique, j'pense que pour elles c'était...elles étaient super à l'aise là de parler de troisième vague, j'pense que 'y avait nos propres rapports de pouvoir à l'interne qui ont joué [...] pis celles du milieu académique avaient vraiment travaillé à nous faire sentir « ben non tsé votre vision, votre parole... elle a de l'imp-, ils ont de l'importance » là tsé « nous autres on veut quelque chose qui nous représente toutes. Que ça soit pas juste les filles du milieu académique qui viennent dire qu'est-ce qu'elles pensent de tel auteur » tsé. [...] on avait fait la présentation un peu, pas dans le... le décorum ou le, le protocole habituel d'un colloque c'est-à-dire qu'au lieu d'être en panel devant, on était toutes assises séparément un peu

partout dans la salle, pis on s'était assises sur le bureau pour lire ce qu'on avait écrit par rapport à ça. [...] Ça, ça a été un de mes pires trauma du milieu académique. On n'avait pas eu beaucoup de questions, mais j'me souviens que beaucoup de questions s'adressaient à moi, faque [donc] ce que j'avais dit avait dérangé. Pis c'était pas super, tsé c'est ça... je parlais de mes peurs faque [donc] je m'étais faite ramassée mais sur de enjeux académiques que je comprenais pas super bien tsé faque [donc] j'avais juste pédalé, pis là mes collègues plus académiques m'avaient un peu sauvé la peau.

Le récit d'Annie donne un aperçu de la façon dont les rapports de pouvoir, liés à des différentiels de niveau d'étude et d'intégration au champ universitaire, peuvent traverser les groupes féministes : les camarades « académiques » d'Annie ont voulu affirmer l'égalité légitimité des prises de parole, rompre avec les codes universitaires de présentation, pour finalement devoir « sauver » l'une d'entre elles qui n'avait pas étudié à l'université. En voulant annuler un rapport de domination « universitaires » / « non-universitaires », elles l'ont en fait rendu explicite. Si Annie était déjà consciente, avant ce colloque, de ne pas appartenir à ce monde, elle n'en avait jamais été concrètement exclue. Cet épisode l'a amenée à développer une animosité vis-à-vis des universitaires. Or, nombreuses sont les féministes libertaires montréalaises et berlinoises qui développent un discours anti-universitaire suite à une expérience concrète d'exclusion. À Berlin, ceci est surtout apparu lors des moments, parfois difficiles, de négociation de terrain. Aida, une artiste féministe libertaire berlinoise d'une trentaine d'année, m'a par exemple demandé de justifier de la radicalité de ma recherche. Celle-ci constituait pour elle la condition de sa participation :

A : 'Y a tellement de choses qui perdent leur radicalité parce qu'elles sont réappropriées, reprises par le capitalisme, normalisées. Comment tu deales avec ça?

E.F : Qu'est-ce que tu veux dire par là?

A : Ton travail reste un travail académique. En quoi c'est encore radical ?

[Suite à cette question, j'ai cru devoir rentrer dans une longue argumentation. Elle a cependant très vite repris la parole]

A : J'ai pas fait de master et de temps en temps je me dis que je devrais en faire un.

E.F. : C'est pas très important tu sais...

A : Je sais. Mais en même temps je reçois d'autres signaux de la société. [...] En fait, je suis très attirée par l'université et je lis beaucoup de travaux académiques. Mais en même temps, c'est important pour moi de rester en dehors, pour me libérer de cette idée selon laquelle il faudrait être spécialiste pour parler de quelque chose. L'académie ça m'attire, c'est un outil aussi, mais c'est tout autant lié à une position de prestige dans la société. (Notes du 13 octobre 2016; la conversation s'est soldée par un refus d'entretien)

Dans le cadre de cette discussion, la remise en cause de la pertinence politique de ma recherche a surtout amené à l'expression d'un sentiment d'infériorité vis-à-vis des

chercheuses féministes. La critique libertaire de l'université comme institution capitaliste est alors indissociable d'un sentiment d'illégitimité à parler. Or, celui-ci est le produit d'un contexte : j'ai été à deux événements organisés par l'atelier d'artistes d'Aida et constaté que nombreuses étaient les personnes qui parlaient de leur doctorat ou de recherche. En ne détenant pas de diplôme supérieur au bachelor, cette militante déviait de la norme de son cercle de sociabilité libertaire, position qui a sans doute été à la source de sa position ambivalente, entre attirance et répulsion, vis-à-vis de l'université.

La critique des universitaires traduit donc deux types de sentiments : un sentiment d'exclusion fondé sur la non-maîtrise d'un certain langage dans un milieu où la norme veut que l'on fasse des études ; un sentiment d'illégitimité fondé sur la détention d'un niveau d'étude relativement faible, dans un milieu où les titulaires d'un master ou d'un doctorat sont particulièrement nombreuses. Sa formulation témoigne d'une volonté de prémunir le milieu libertaire des hiérarchies produites par le monde universitaire, et par là, d'affirmer l'autonomie du milieu libertaire vis-à-vis du monde universitaire.

La remise en cause de la hiérarchie universitaire des savoirs

La mise à distance du monde universitaire par les féministes libertaires se traduit concrètement par une relativisation de l'importance des savoirs universitaires, mis sur le même plan avec d'autres savoirs. Ce sont alors d'abord les savoirs issus de l'expérience qui sont valorisés, et opposés aux savoirs théoriques féministes. L'extrait suivant, issu d'un entretien collectif effectué avec les membres d'un collectif montréalais, en est emblématique :

Célia : nous, notre féminisme, de façon théorique, on le construit à travers ce qu'on vit. Exemple mettons, on n'a pas de position sur la prostitution parce qu'on n'a jamais eu à faire face à cette situation-là dans le sens où on n'a jamais eu à dealer une situation avec ça faque [donc] on n'a pas de position théorique là-dessus. J pense qu'on construit nos positions théoriques dépendamment de ce qui nous arrive. On va théoriser ce qui nous arrive au fur et à mesure, mais on ne va pas prendre le position politique ou théorique, tsé, à la base.

Ce collectif conçoit la réflexion théorique comme une aide à la compréhension de l'expérience, qui ne peut se substituer à l'expérience elle-même. On trouve donc là ce que Mathieu Hauchecorne appelle un « rapport pratique à la théorie » : la théorie permet « d'explicitier des schèmes pratiques avec lesquelles elle s'ajuste, ou semble s'ajuster, et de

mettre en mots des oppositions nouvelles liées à leur expérience politique »⁴⁶. Par ailleurs, ces militantes n'entendent pas par « théorie » la même chose que les universitaires : il ne s'agit pas pour elles de monter en généralité pour développer une réflexion générale visant à décrire et expliquer le fonctionnement du monde social contemporain⁴⁷, mais de discuter de la position à prendre au sein du milieu libertaire sur un sujet précis tel que « la prostitution ». Quelques articles de revues militantes, des débats menés sur les réseaux sociaux ou la simple expérience d'un conflit entre militantes peuvent dès lors suffire à l'élaboration d'une position dite « théorique ».

Outre l'importance accordée à l'expérience, les féministes libertaires tendent de manière générale à mettre sur un même plan les textes féministes produits par des universitaires ou des intellectuelles reconnues, des textes littéraires, des témoignages autobiographiques, ou des fiches techniques centrées sur la transmission de savoirs pratiques. Ceci apparaît très fortement dans la littérature la plus lue par les féministes libertaires : les zines. Issus de la culture punk des années 1980, les zines sont des magazines autopubliés, diffusés à petite échelle et produits avec peu de moyens le plus souvent constitués de quelques feuilles de papiers pliées et reliées à l'aide d'agrafes. Ils peuvent prendre une forme bricolée punk (des images et des textes découpés et collés sans aucun respect des règles de mise en page), ressembler à une brochure rudimentaire ou constituer de véritables objets artistiques. Depuis les années 1990, le zine féministe constitue un genre en soi, caractérisé par la prédominance des thèmes liés au corps et à la sexualité⁴⁸ ainsi que par la mise en avant de la subjectivité des auteures⁴⁹. À Berlin et Montréal, on les retrouve dans toutes les colocations et appartements féministes libertaires, de la cuisine aux toilettes, en passant par les chambres. Nombre de militantes gardent leurs zines précieusement dans un coin de leur bibliothèque ou dans une boîte qui leur est dédiée. Les différents zines que j'ai pu rassembler se caractérisent par

⁴⁶ Hauchecorne (M.), *La fabrication transnationale des idées politiques : Sociologie de la réception de John Rawls et des « théories de la justice » en France (1971-2011)*, Thèse de doctorat en science politique, Lille 2, 2011, p. 640.

⁴⁷ Watts (R.), « Theorizing Student Protest Action », in Bessant (J.), Mejia Mesinas (A.), Pickard (S.), dir., *When Students Protest: Secondary and High Schools*, Washington, Rowman & Littlefield, 2021 p. 22 ; Keucheyan (R.), *Hémisphère gauche: une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, LA Découverte, 2017, p. 9.

⁴⁸ Pagé (G.), « L'art de conquérir le contrepublic : les zines féministes, une voie/x subalterne et politique ? », *Recherches féministes*, 27 (2), 2014.

⁴⁹ Kempson (M.), « 'My Version of Feminism': Subjectivity, DIY and the Feminist Zine », *Social Movement Studies*, 14 (4), 2015.

l'éclectisme de leur contenu et par une façon de traiter des théories féministes sans en avoir l'air : un texte littéraire peut faire le résumé d'un ouvrage théorique ; la transmission de savoirs pratiques herboristes peut s'accompagner d'une analyse de la relégation des femmes en dehors de la médecine comme explication de leur oppression historique, des témoignages biographiques constituent la base d'une analyse des rapports de genre. Les zines reflètent ainsi un processus d'autonomisation du féminisme libertaire vis-à-vis du monde universitaire de trois manières. Tout d'abord, le fait qu'ils soient préférés aux textes universitaires par les féministes libertaires montre que ce ne sont pas des logiques universitaires qui orientent leurs lectures. Ensuite, l'éclectisme des zines témoigne du refus féministe libertaire des hiérarchies produites par le monde universitaire. Enfin, les zines illustrent la façon dont les féministes libertaires peuvent intégrer et manier quotidiennement des schèmes interprétatifs relatifs à des théories sans s'en rendre compte. Aucune des productrices des zines ne considèrent « faire de la théorie » tandis qu'aucune des lectrices ne pensent lire des textes théoriques : les militantes se souviennent avoir lu une nouvelle, un mode d'emploi d'herboristerie ou une histoire personnelle. Pourtant, ces zines transportent des contenus, certes fragmentaires, mais rattachables à des courants théoriques du féminisme. Ceci témoigne d'une circulation des théories féministes en dehors du monde universitaire, sous des formes non-universitaires, et nous amène à aux appropriations non-universitaires des théories féministes.

Des appropriations non-universitaires des théories féministes

Si les enseignantes des études féministes ou de genre transmettent des affinités théoriques féministes, elles n'ont que peu de pouvoir sur les appropriations qui peuvent en être faites en dehors du monde universitaire. Or l'étude de ces appropriations montre qu'elles répondent à des logiques militantes étrangères au champ scientifique et sont incompréhensibles si l'on ne prend pas en compte les identités collectives et les sociabilités dans lesquelles elles s'inscrivent. Par soucis de concision, je me concentre ici sur un cas précis issu du terrain berlinois, pour illustrer mon propos.

À Berlin, j'ai pu distinguer au moins deux sous-milieus libertaires, l'un anticapitaliste (dont la lutte prioritaire est l'anticapitalisme), l'autre féministe queer (dont la lutte prioritaire est le féminisme queer). Le sous-milieu anticapitaliste berlinois rassemble à la fois des féministes anticapitalistes et des militants et militantes non-féministes. Le sous-milieu féministes queer ne rassemble que des féministes. Par ailleurs, le milieu anticapitaliste

apparaît structuré par des sociabilités dont la norme implicite est l'hétérosexualité (une nouvelle arrivante est préjugée hétérosexuelle). Au contraire, le milieu féministe queer est structuré par des sociabilités dont la norme implicite est le désir lesbien (une nouvelle arrivante est présumée lesbienne ou bisexuelle). Les féministes libertaires de ces deux milieux se revendiquent de la théorie queer. Mais celle-ci n'y prend pas le même sens :

Au sein du milieu anticapitaliste, être queer revient à inclure les hommes dans la lutte féministe. La critique queer de la binarité femme-homme est alors comprise comme une délégitimation de la non-mixité organisationnelle : ne militer qu'entre femmes reviendrait à reproduire la différence femme-homme contre laquelle le féminisme se mobilise ; militer avec des hommes reviendrait au contraire à déconstruire cette différence. La critique du féminisme « identitaire » formulée par Judith Butler dans *Trouble dans le genre*⁵⁰ est alors mise en cohérence avec la critique marxiste selon laquelle le féminisme diviserait la gauche : contre un féminisme « identitaire » coupable de détourner les femmes de l'intérêt général, la théorie queer permettrait de se recentrer sur la priorité, à savoir, la lutte anticapitaliste. Cette mise en convergence de la théorie queer avec une perspective marxiste orthodoxe explique que ces féministes anticapitalistes se mobilisent aux côtés des travailleuses du sexe pour défendre leurs droits : voir la prostitution comme étant nécessairement une violence contre les femmes est compris comme relevant d'un féminisme « identitaire » et moral ; être queer revient au contraire à critiquer les normes de sexualité qui marginalisent les travailleuses du sexe au motif qu'un rapport sexuel ne devrait pas être tarifé⁵¹. Cette critique des normes de sexualité, centrale dans les écrits des théoriciennes queer, n'a cependant pas d'effets au sein même du milieu anticapitaliste : paradoxalement, cette appropriation de la théorie queer n'interroge pas la norme hétérosexuelle qui y prédomine ; de même la critique queer des normes de genre n'induit que peu de changement pour le quotidien militant. L'attention est dirigée vers un ennemi extérieur au milieu libertaire (les fascistes, les anticapitalistes, l'État, les « féministes identitaires »), ce qui, comme l'a déjà montré Alban Jacquemart, facilite la participation des hommes à la lutte féministe⁵².

⁵⁰ Butler (J.), *Trouble dans le genre*, op. cit.

⁵¹ Le travail du sexe est alors distingué du trafic humain. Pour plus de détails sur la controverse féministe sur la prostitution/travail du sexe, voir : Mathieu (L.), *Prostitution, quel est le problème ?*, Paris, Textuel, 2016.

⁵² Jacquemart (A.), « Du registre humaniste au registre identitaire », *Sociétés contemporaines*, 85 (1), 2012.

Au sein du milieu féministe queer en revanche, la remise en cause des normes de sexualité, et surtout de genre, occupe une place centrale. Dans ce cadre, la théorie queer est comprise avant tout comme une remise en cause de la catégorie « femme ». Ceci se traduit dans les façons de parler, le langage étant considéré comme un mode d'action en soi. Le terme de « femme » est par exemple très peu utilisé au quotidien par les militantes. Celles-ci préfèrent parler de « personnes » [*Personen*], d'« êtres humains » [*Menschen*] ou de « queer-féministes » quand elles se désignent, elles et leurs camarades. A contrario, une diversité d'identités de genre, par-delà les catégories « homme » et « femme », est mise en avant. Le milieu féministe queer constitue un espace où les identités trans⁵³ ou non-binaires (genderqueer, genderfluid, gender-non-conforming, gender-variant, genderfuck, agender, « ni*ni » [weder*noch] « non-définies », « en questionnement ») occupent une place importante. À ce titre, être « queer » selon les féministes queer berlinoises, implique d'inclure non pas les hommes cisgenres⁵⁴ mais les trans, à la lutte féministe. La remise en cause des normes de genre ne concerne en effet pas les hommes cisgenres. Absents de ce milieu structuré par des sociabilités lesbiennes, ils sont en général désignés par la catégorie homogène « homme cis hétéro » qui vient désigner un ensemble de comportements, ainsi que des façons d'être et de penser, jugés typiques et « non-queer ».

On observe donc deux appropriations possibles de la théorie queer, qui chacune reflètent les normes de sexualité du milieu dans lesquelles elles interviennent. Dans un milieu où l'hétérosexualité est la norme, l'appropriation de la théorie queer ne vient interroger ni cette norme, ni la binarité de genre : il n'y a que deux possibilités, militer avec les hommes (ce qui est considéré comme queer) ou sans les hommes (ce qui n'est pas queer) ; les questions trans n'apparaissent pas et la norme hétérosexuelle n'est pas discutée. Dans un milieu où la sexualité lesbienne est la norme et dont les hommes cisgenres sont de fait absents, l'appropriation de la théorie queer amène surtout à la déconstruction de la catégorie « femme », laissant la catégorie « homme » intouchée. Cet aperçu des appropriations possible de la théories queer sur le terrain berlinois est un bon exemple de l'autonomisation des logiques militantes vis-à-vis des logiques universitaires dans le militantisme féministe libertaire. Si les études féministes et de genre jouent bien un rôle de transmettrice de savoirs

⁵³ Les personnes trans sont des personnes dont l'identité de genre ne correspond pas à celle qui leur a été assignée à la naissance sur la base de leur anatomie. Voir : Beaubatie (E.), « Trans' », in Rennes (J.), dir., *Encyclopédie critique du genre*, Paris, La Découverte, 2021.

⁵⁴ Le préfixe « cis » est l'antonyme du préfixe « trans ». Une personne qui n'est pas trans est donc cisgenre.

théoriques, ce sont surtout des logiques propres aux milieux libertaires et à leur structuration (ici, par les normes de sexualité), qui décident du sens qu'ils vont prendre dans la pratique militante.

Au terme de cette partie, on est amené à nuancer l'effet socialisateur de l'université constaté précédemment. Si celui-ci est loin d'être négligeable, il entre en conflit avec les logiques militantes propres aux milieux libertaires. Les féministes étudiées ne reprennent pas les hiérarchies et normes de légitimité du monde universitaires : au contraire, elles s'en démarquent activement dans leurs discours critiques des universitaires et dans les lectures qu'elles privilégient (qui sont aussi les textes qu'elles produisent). Ce besoin de se distinguer de l'université témoigne de processus d'autonomisation des milieux libertaires vis-à-vis du monde universitaire. Or celles-ci ont un effet direct sur le sens que les militantes donnent aux contenus transmis à l'université : les enseignantes façonnent certes le militantisme féminisme libertaire en transmettant leurs affinités théoriques, mais les appropriations militantes qui sont faites de celles-ci leur échappent tout à fait.

Conclusion

Les universités jouent-elles un rôle central pour la politisation des étudiants et étudiantes ? À partir de l'étude de féministes libertaires, cet article apporte une réponse nuancée à cette question, mettant en lumière une imbrication complexe entre socialisations universitaires et militantes.

Comme l'ont montré de nombreuses études sur la socialisation politique des étudiants, on observe un fort effet de la socialisation familiale sur l'orientation et l'engagement politiques : la famille produit un vivier de potentielles militantes. C'est cependant à l'extérieur de la famille que les militantes étudiées deviennent féministes libertaires. L'université joue alors un rôle de renforcement et de facilitation de l'engagement libertaire, tandis qu'elle suscite et façonne l'engagement féministe. Pour saisir cet effet socialisateur de l'université, il est nécessaire de prendre en compte ses différentes facettes, et en particulier les cultures et traditions de campus, la souplesse plus ou moins grande des systèmes universitaires ainsi que les contextes disciplinaires d'études. En ce qui concerne l'engagement libertaire, on observe un fort effet campus à Montréal (le militantisme libertaire se développe au cœur d'universités qui ont une culture et tradition militante) alors que c'est plutôt la souplesse du système universitaire allemand qui a un impact à Berlin (la flexibilité des emplois du temps permet un

fort investissement dans la vie collective libertaire). En ce qui concerne la politisation spécifiquement féministe des militantes étudiées, les études féministes ou de genre jouent un rôle spécifique sans équivalent avec d'autres contextes d'études. Elles permettent une mise en cohérence des activités académiques avec les activités militantes, et la création d'un entre soi féministe propice à un fort effet socialisateur. Ceci s'observe notamment dans la façon dont les enseignantes de ces cursus façonnent le féminisme des militantes rencontrées en leur transmettant leurs affinités théoriques. On peut là parler d'une forte imbrication entre socialisations militante et universitaire.

Néanmoins, l'influence de l'université s'heurte à des processus d'autonomisation des milieux libertaires vis-à-vis du monde universitaire. Ceci s'observe d'abord dans le rejet par les féministes libertaires des hiérarchies de statuts et de savoirs produites par le monde universitaire : elles résistent à la valorisation des hauts niveaux de diplôme et valorisent des savoirs non-universitaires tels que des savoirs expérientiels, artistiques ou pratiques. Par ailleurs, une étude des appropriations par ces militantes des contenus transmis à l'université montre qu'elles leur donnent des sens très différents selon les milieux libertaires dans lesquels elles évoluent. Les enseignantes des études féministes ou de genre ne façonnent donc le militantisme féministe libertaire que jusqu'à un certain point : elles n'ont notamment aucun contrôle sur les appropriations qui sont faites des affinités théoriques qu'elles transmettent.

Les protagonistes des controverses portant sur l'influence des universités sur les étudiants n'ont donc pas tort de prendre au sérieux le rôle de l'université pour la politisation étudiante. Pour autant, ils en exagèrent largement l'importance : les étudiants et étudiantes ne sont pas des cerveaux malléables auxquels les enseignants et enseignantes pourraient donner une forme spécifique, quand bien même ils le voudraient. Dans le cas des féministes libertaires, les socialisations universitaires et militantes peuvent tantôt s'emboîter de manière harmonieuse, tantôt entrer en conflit, et seule l'étude de cette tension permet de saisir l'influence de l'université. Au-delà des féministes libertaires, ce résultat invite à penser la socialisation politique universitaire en prenant en compte les multiples interactions entre le monde universitaire et d'autres mondes sociaux, au moment des études, dans l'expérience des acteurs. Étendue à d'autres mouvements sociaux et parce qu'elle ne se concentre pas seulement sur les « intellectuels » ou « experts », une telle analyse pourrait notamment apporter une meilleure compréhension des militantismes intellectualisés, qui se développent depuis les années 1960 en lien avec la démocratisation de l'éducation : on peut penser aux mouvements antiracistes et écologistes, mais aussi aux mouvements « complotistes » qui se

situent également dans une tension entre remise en cause des normes universitaires et appropriations de savoirs produits par des acteurs (marginaux) du champ intellectuel ou scientifique.